

# Gilles Zobiri veut reprendre sa liberté

**7<sup>e</sup> circonscription** Pour le "Mouvement des libérés" et son candidat, « la liberté sociale et économique est la clé du redressement », qu'ils veulent faire respecter à l'Assemblée nationale

Gilles Zobiri était un fidèle de Nicolas Sarkozy... mais estime avoir été "trompé" : « *Quand vous vous rendez compte de ce qu'il a dit ou écrit et pas fait...* ». Alors, il a « *voté pour François Hollande en 2012* »... mais a « *été également déçu* ».

Insatisfait de l'un comme de l'autre... et finalement de la classe politique en général, ce commerçant a donc décidé de s'en "libérer" et de se lancer lui-même en politique.

En 2014, il a rejoint le "Parti de rien" où, dixit son slogan, « *tout est possible !* ». Et notamment de changer la classe politique, selon le "programme" de ce « *parti sans couleur* », « *fait par le peuple, pour le peuple* ».

« *C'est un mouvement symbolique, pour exprimer notre colère uniquement dans le cadre de la présidentielle, sans aucune consigne de vote* », explique Gilles Zobiri (50 ans).

Mais ce "Parti de rien" pour les dernières élections n'arrivera peut-être pas nulle part aux prochaines législatives. Il comptera sur "Le mouvement des libérés", « *un parti officiel, déclaré en préfecture, lui* ». Et sur cet habitant de Saint-Mandrier dans la 7<sup>e</sup> circonscription (1).

Ce mouvement et sa « *certaine de candidats partout en France* » mènent campagne afin de faire respecter à l'Assemblée nationale « *la liberté de créer et de se protéger* ». Car « *la liberté sociale et économique est la clé du redressement* », lance Gilles Zobiri.

## Fin du monopole de la Sécu

« *Si les prélèvements sociaux et les charges patronales n'étaient pas retenus à la source sur les salaires, les salariés pourraient payer une assurance-maladie et retraite de leur choix tout en ayant plus de pouvoir d'achat et*



« *La Sécu est bien faite mais il ne faut pas en abuser. Elle a 70 ans, il faudrait qu'elle se repose...* »

(Photo S. H.)

les patrons pourraient embaucher plus », explique le Mandréen.

« *Comme le permet l'Europe, il faut laisser le choix de cotiser en France ou dans un autre pays* ». Cela mettrait au fin du monopole de la sécurité sociale... pour son bien, estime Gilles Zobiri : « *La Sécu est bien faite mais il ne faut pas en abuser. Elle a 70 ans, il faudrait qu'elle se repose...* ».

« *Et il faut arrêter d'implanter des grosses structures estampillées Cac 40 et exonérées de charges : les indépendants et les PME ne peuvent pas résister à ces mastodontes, déposent le bilan et les centres-villes se désertifient, comme à La Seyne* », ajoute le tout frais quinquagénaire. Gilles Zobiri est conscient de sa très faible probabilité d'être élu et même d'être au second tour... où il reprendra sa liberté : « *Comme pour la présidentielle avec le Parti de rien, il n'y aura aucune consigne de vote* ».

## Qui est-il ?

□ A 50 ans, Gilles Zobiri habite Saint-Mandrier depuis une dizaine d'années après être arrivé à Six-Fours il y a vingt-cinq ans. Il est commerçant.  
□ Il a édité "Libre par le droit" (éditions Périclès, 32 €), un recueil pour « *éveiller les consciences sur les abus et les gâchis de nos institutions sociales* ».

Il aimerait tout de même arriver à ce que les mesures que son mouvement propose soient appliquées « *juste pendant une année, simplement pour voir ce que cela donne* ».

S. H.

shenot@nicematin.fr

1. Cantons de La Seyne, Saint-Mandrier et Six-Fours, communes de Bandol et Sanary.

# K. El Garti en marche avec "Nous citoyens"

A l'origine du premier "comité Macron" de l'ouest-Var, le Seynois est déçu : il n'a pas eu l'investiture. Il est toutefois le candidat d'un autre mouvement

A 58 ans, Khalid El Garti a envie de plonger dans le grand bain. Plutôt discret jusqu'à présent, il s'est toutefois toujours intéressé à la chose politique. Par le passé, il a adhéré au Parti radical; on l'a vu soutenir Marc Vuilleminot, le maire socialiste de La Seyne, lors de son premier mandat; il lui a même dédié une association qui a réuni jusqu'à 300 "amis"; il a encore figuré sur la liste de Philippe Vitel (LR) aux élections municipales seynoises de 2014...

Mais, plus récemment, c'est en Emmanuel Macron que ce professeur de lettres et d'histoire dans un lycée professionnel a trouvé un nouveau guide. Lui qui propose d'ouvrir les rangs de l'Assemblée à des députés issus, pour moitié, de la société civile. Et qui promet d'ouvrir son mouvement En Marche! à diverses sensibilités, qu'elles soient de gauche, de droite, du centre...

## En attendant Macron...

Khalid El Garti a d'ailleurs créé le premier "comité Ma-

cron" sur l'ouest-Var, en vue des législatives. Et n'a jamais caché son souhait de décrocher l'investiture pour la 7<sup>e</sup> circonscription (1): « *J'ai vu en lui un renouvellement du personnel politique* », dit-il encore aujourd'hui. Pourtant, son dévouement n'a pas payé. C'est Emilie Guérel, une Sanaryenne, qui défendra les couleurs du président de la République sur son territoire. Déçu, il l'est : « *Je trouve la décision de la commission d'investiture inique. Je n'ai rien contre cette personne, mais en terme d'ancrage local... Je pense que je représentais le meilleur atout pour lutter contre le FN.* »

Paradoxalement, le Seynois avait décidé de ne pas attendre un hypothétique feu vert d'En Marche! pour partir quand même! Non pas seul, mais avec le mouvement "Nous citoyens", auquel, précise-t-il, il adhère « *depuis longtemps* ». Si la notoriété de ce dernier est sans commune mesure avec son premier choix, il le pense parfaitement "macro-compatible", en ce sens qu'il a cette même volonté



Pour Khalid El Garti, "Nous citoyens" est "macro-compatible".

(Photo Dominique Leriche)

de placer des "civils" au cœur de l'action politique. « *"Nous citoyens" a été fondé en 2013 en réaction à la célèbre tirade de François Hollande, "Moi président", et défend une vision à l'opposé*

de cette professionnalisation du personnel politique qui prévaut, depuis trop d'années, estime le candidat. On ne s'accapare par le pouvoir de manière indéterminée ! C'est ce phénomène

qui explique pour beaucoup l'indolence de la classe politique et de la société. Il faut créer du mouvement. Et c'est aux citoyens, dans les entreprises, et dans le champ social notamment, de faire remonter les projets », s'enthousiasme-t-il.

M. El Garti veut donc croire qu'il pourra rassembler « *au-delà des étiquettes* », pour pouvoir « *mettre en place rapidement des mesures* » dans différents domaines qui lui tiennent « *particulièrement à cœur* », comme « *l'école, les quartiers, l'emploi, la fiscalité, le logement, la solidarité* »... Un peu piqué au vif mais franchement pris au jeu, cet ex-fidèle de la première heure ne s'embarrasse plus de considérations comptables : sa candidature ne risque-t-elle pas de priver ce cher président de précieuses voix pour asseoir sa légitimité ? « *La commission d'investiture n'avait qu'à prendre ses responsabilités.* »

J. P.

jpoillot@nicematin.fr

1. Cantons de La Seyne, Saint-Mandrier, Six-Fours, communes de Bandol et de Sanary.

## C'est dit

« *Si j'étais élu, je défendrais la création d'un axe France-Europe-Méditerranée. Dans un monde multipolaire où, ni l'Europe seule, ni la France seule ne peuvent compter, il faut créer un autre bloc beaucoup plus consistant. Celui-ci pourrait tout d'abord nous prémunir contre le terrorisme en allant vers une sécurité collective; ensuite, cela permettrait de peser beaucoup plus en terme d'écologie... Un exemple: face à la pollution de la mer Méditerranée, la France seule ne peut rien sans les pays du bassin; enfin, pour l'économie: on aurait évité bien des drames si on avait conçu un développement concerté. Si on pensait notre monde globalement, il y aurait plus d'emplois et moins d'immigration, avec les drames que cela engendre.* »